

# Double modèle agraire ou prédominance de l'agrobusiness brésilienne en Afrique ? Le cas de ProSavana au Mozambique<sup>1</sup>

**Gabrielle W.Cusson,**  
Candidate au doctorat en Sciences politiques à l'Université de Liège

## Résumé :

*Dans un contexte de transformation du pouvoir mondial, les puissances émergentes n'hésitent pas à déployer des stratégies multidimensionnelles pour augmenter leur influence internationale. Dans le domaine de l'agriculture, le Brésil se présente comme une référence en termes de développement agraire et d'agriculture familiale. À travers des initiatives de coopération Sud-Sud (CSS), il exporte ainsi son double modèle agraire en Afrique afin de soutenir la révolution agraire et l'insertion du continent au marché mondial. Cependant, de vives oppositions d'intérêts entre l'agriculture à grande échelle et l'agriculture vivrière signalent les risques d'incohérences entre les deux modèles. Dans un contexte où la stratégie de CSS du Brésil s'inscrit dans un projet politique ayant comme objectif la consolidation de son statut de puissance, il est pertinent de se demander si le discours solidaire du Brésil est en adéquation avec sa politique de coopération agricole. Cette chronique aura donc comme objectif principal de démontrer les contradictions entre le discours officiel du Brésil et la réalité qui se dessine en Afrique dans le cadre de ProSavana, un projet de coopération agricole au Mozambique. Nous démontrerons que le discours solidaire propre à l'agriculture familiale sert davantage à soutenir de l'agrobusiness brésilien en Afrique.*

***Gabrielle W.Cusson** est candidate au doctorat en Science politique (relations internationales) à l'Université de Liège (Belgique) sous la supervision du Professeur Sebastian Santander. Elle est également chargée de cours et chercheure au Center for International Relation Studies (CEFIR) du Département de Science politique de la Faculté de Droit, de Science politique et de Criminologie de la même institution. Elle travaille sur les enjeux de la redistribution du pouvoir dans la gouvernance globale. Dans le cadre de ses recherches doctorales, elle se spécialise sur le concept de 'coopération Sud-Sud' ainsi que sur les enjeux de la diplomatie publique du Brésil dans le domaine de l'agriculture en Afrique, et plus spécialement au Mozambique.*

**Mots clés :** *Brésil, Afrique, Puissances émergentes, agrobusiness, politique de coopération agricole.*

---

<sup>1</sup> Cet article est le résultat d'un séjour de recherche terrain de trois mois au Brésil, financé par le Fonds David Constant (Belgique), et qui s'inscrit dans le cadre de la thèse doctorale de l'auteure. L'auteure remercie les gens qui ont participé à faire mûrir ses réflexions, particulièrement Sebastian Santander, directeur du Center for International Relation Studies ainsi que Julián Durazo Herrmann, codirecteur de l'Observatoire des Amériques

## Introduction

L'importance de l'agriculture au sein des relations internationales dépasse les enjeux strictement économiques et commerciaux. La récente crise alimentaire mondiale de 2008, provoquée par la hausse abrupte des prix des aliments de base, ainsi que les émeutes de la faim qui ont suivi ont exacerbé l'importance géopolitique, sécuritaire, environnementale et humanitaire de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, plaçant ces enjeux au cœur de l'agenda international selon une interprétation multidimensionnelle de la sécurité.

Ainsi, dans un contexte mondial de globalisation et d'interdépendance, une variété de nouveaux acteurs s'impliquent dans le domaine du développement de l'agriculture en Afrique afin d'investir dans sa modernisation et sa transformation, dont certains pays émergents, tels que la Chine, l'Inde et le Brésil, dans le cadre de leurs stratégies de coopération Sud-Sud (CSS)<sup>23</sup>, présentées comme des alternatives au modèle traditionnel d'aide au développement.

Cet article s'intéresse plus particulièrement au rôle du Brésil, qui se démarque des autres puissances émergentes par l'« unicité » de son modèle agraire, soit un double modèle agraire qui supporte à la fois le développement de l'agro-industrie et celui de l'agriculture familiale. Le Brésil se présente comme le détenteur d'une expertise particulière dont pourrait bénéficier l'Afrique afin de soutenir la révolution agraire et l'insertion du continent au marché mondial<sup>4</sup>. Le Brésil exporte ainsi son double modèle agraire, présenté comme un modèle de cohérence politique à travers des initiatives de CSS.

Cependant, il semble y avoir de vives oppositions d'intérêts entre l'agriculture à grande échelle et l'agriculture vivrière au sein des différentes forces sociales impliquées dans l'agriculture au Brésil

quant à l'orientation, l'interprétation et la mise en œuvre de cette coopération agricole. Dans un contexte où la stratégie de CSS du Brésil s'inscrit dans un projet politique ayant comme objectif la consolidation de son statut de puissance, il est pertinent de se demander si le discours solidaire du Brésil est en adéquation avec sa politique de coopération agricole.

Cette chronique aura donc comme objectif principal de démontrer les contradictions entre le discours officiel du Brésil et la réalité qui se dessine en Afrique dans le cadre de projets de CSS dans le domaine agricole. Pour ce faire, nous répondrons à trois objectifs spécifiques. L'objectif théorique cherchera à comprendre, dans une perspective critique et basée sur une « conception alternative de la puissance étatique »<sup>5</sup>, comment la prédominance de l'agrobusiness se consolide dans le cadre de la coopération agricole. L'objectif historique visera à retracer le processus de l'institutionnalisation du double modèle agricole du Brésil depuis le premier mandat de Lula (2003) jusqu'au plus récent gouvernement de Temer (2016). Finalement, l'objectif empirique tentera de démontrer l'asymétrie de la coopération agricole au profit de l'agro-industrie dans le cadre de *ProSavana*, un projet de coopération triangulaire calqué sur le modèle brésilien dans la savane du Mozambique. Il s'agit d'un projet ambitieux, fort contesté et peu étudié comme en tant qu'enjeu politique des relations internationales.

### 1. Hégémonie, influence mondiale et puissance étatique

Afin de démystifier la stratégie de coopération Sud-Sud (CSS) dans le cadre de la politique étrangère du Brésil, cet article s'appuie principalement sur les théories critiques de la nouvelle économie politique internationale, et plus particulièrement sur l'approche néo-gramscienne de Robert Cox afin d'appréhender les notions de « puissance » et « d'hégémonie » de manière hétérodoxe.

La théorie néo-gramscienne de Robert Cox adopte une démarche critique des relations internationales en analysant l'évolution des relations entre les institutions, le pouvoir et la société civile afin d'identifier les dynamiques de changement et de

<sup>2</sup> CHERU, Fantu et MODI, Renu, (dir), *Agricultural Development and Food Security in Africa: The Impact of Chinese, Indian and Brazilian Investments*, Londres, Zed Books, 2013, p.16

<sup>3</sup> Dans le cadre de cet article, nous considérons la définition du United Nations Office for South South Cooperation qui reconnaît la CSS comme un « ensemble d'ententes, d'institutions ou d'initiatives dans le cadre de coopération politique, économique ou technique entre des États du Sud dans le but d'atteindre des objectifs communs de développement ». United Nations Office for South South Cooperation, « What is South South Cooperation », disponible à l'adresse suivante: [http://ssc.undp.org/content/ssc/about/what\\_is\\_ssc.html](http://ssc.undp.org/content/ssc/about/what_is_ssc.html) (page consultée le 15 septembre 2014).

<sup>4</sup> SANTANDER, Sebastian, « La politique africaine du Brésil : entre discours bienveillant et realpolitik », in SANTANDER Sebastian (dir.), *L'Afrique, un nouveau terrain de jeu des puissances émergentes*, Paris, Karthala, 2014, p.97

<sup>5</sup> Wintgens, Sophie, « Biotechnologies et coopération Sud-Sud : les défis liés aux OGM dans la politique brésilienne d'exportation de produits agricoles en Chine », *Études internationales*, 2013, vol. 44, no.4, p. 540.

transformation qui tendent vers l'émergence de structures alternatives<sup>6</sup>. Les apports de Cox s'appuient sur les écrits théoriques d'Antonio Gramsci qui, dans une perspective historique et nationale, affirme que l'hégémonie repose sur la combinaison « du consentement et de la coercition » du pouvoir de la classe dominante (*social forces*) par la majorité de la population. La position légitime de ce leadership moral et intellectuel est soutenue par les différents acteurs de la société civile, responsables de reproduire certains comportements pour le maintien de l'ordre social<sup>7</sup>.

Dans une perspective plus systémique, Cox adopte également une conception de l'hégémonie qui va au-delà de l'idée de domination et qui inclut les attributs intangibles de la puissance afin d'expliquer l'ordre mondial. Ainsi, la puissance de l'hégémon se consolide par la diffusion, l'acceptation et l'appropriation de ses capacités matérielles (technologies, ressources, connaissances), idées (intersubjectivité et images collectives) et institutions (outils pour perpétuer l'ordre social) par les forces sociales, formant ainsi un « bloc historique »<sup>8</sup>. Cox étudie ainsi l'évolution des rapports entre l'État et la société (*state-society complex*) pour comprendre l'ordre du monde, soit la configuration des relations de forces de l'ensemble des États sur la scène internationale afin de déterminer l'émergence d'un nouvel ordre mondial hégémonique

De plus, notons que l'influence internationale d'un État repose également sur « l'image qu'il cherche à véhiculer sur la scène internationale (représentation) et sur la perception de celle-ci par les autres acteurs de la scène internationale (reconnaissance extérieure) »<sup>9</sup>. En ce sens, la puissance étatique se mesure également par la capacité de l'État à « s'affirmer » et à se faire reconnaître comme une « référence »<sup>10</sup> mondiale.

En ce sens, nous tenterons d'expliquer comment le Brésil tente de se forger une place sur la scène internationale en se présentant comme une référence internationale dans le domaine de l'agriculture (diffusion, légitimation), et comment la prédominance de l'agrobusiness brésilienne dans le cadre de sa stratégie de CSS déployée en Afrique peut nuire à son projet politique.

### 1.1. La construction d'un modèle de référence

Jusqu'en mai 2016, le Brésil était l'un des rares pays à disposer d'une double structure institutionnelle pour le domaine agricole, soit de deux ministères distincts. D'un côté, le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Approvisionnement alimentaire (MAPA) est responsable de l'agriculture à grande échelle ainsi que de sa commercialisation. De l'autre, le ministère du Développement agraire (MDA), sous-tend un développement rural durable via des politiques de réforme agraire et soutient les petits exploitants en renforçant l'agriculture familiale. Cette double structure ministérielle a été institutionnalisée en 1998 dans un contexte social de revendications de réformes agraires.

#### 1.1.1. Puissance agricole et développement agraire

Le Brésil est considéré comme une puissance agricole au niveau mondial grâce à ses rendements agraires, au développement rapide de ses agro-industries, à l'importance de ses exportations ainsi qu'à l'internationalisation de ses entreprises agroalimentaires depuis les années 2000.

Depuis les années 60', la modernisation de l'agriculture du Brésil est principalement attribuable aux succès des recherches et des innovations technologiques d'Embrapa, l'entreprise brésilienne de recherche agricole<sup>11</sup> dans des conditions tropicales, dont la culture du soya. Ainsi, Embrapa a contribué à la transformation de la savane brésilienne *Cerrado*, initialement considérée comme des terres incultivables et infertiles, en riche zone agricole assurant 70% de la production du pays. Embrapa a également développé la technologie pour permettre la production de bioéthanol, dérivé de la canne à sucre, lequel représente un potentiel mondial en termes d'énergie renouvelable. Ces avancées ont été couplées avec une série de politiques agraires tournées vers le marché. Ainsi, le Brésil s'affiche aujourd'hui en tant que quatrième plus grand

<sup>6</sup> COX, Robert, « Social Forces, States and World Orders », in KEOHANE, Robert Owen. (éd.), *Neorealism and its Critics*, New York, Columbia University Press, 1986, p.207.

<sup>7</sup> COX, Robert, « Gramsci, Hegemony and International Relations : An Essay in Method », *Millennium : Journal of International Relations*, vol. 12, no. 2, p.164.

<sup>8</sup> COX, Robert, « Social Forces, States and World Orders », op.cit., p. 225

<sup>9</sup> Wintgens, Sophie, « Biotechnologies et coopération Sud-Sud : les défis liés aux OGM dans la politique brésilienne d'exportation de produits agricoles en Chine », op.cit., p.541

<sup>10</sup> SANTANDER, Sebastian (coord.), *L'émergence de nouvelles puissances : vers un système multipolaire ? : Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde, Mexique, Russie*, Paris, Ellipses, 2009, p. 24.

<sup>11</sup> Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária

exportateur de nourriture au monde<sup>12</sup> (bœuf, poulet, sucre, café et jus d'orange<sup>13</sup>), alors qu'il était un importateur net de nourriture dans les années '70; il est le deuxième plus grand producteur de soya après les États-Unis et est le plus grand exportateur de bioéthanol à l'échelle internationale, ce qui vaut à l'institut de recherche le statut de « *world's leading research institute for tropical agriculture* »<sup>14</sup>. Le Brésil s'affiche ainsi comme une référence en matière de recherche et d'innovation en agriculture tropicale.

### 1.1.2. Institutionnalisation de l'agriculture familiale

Au Brésil, l'agriculture familiale représente 85% des 4,6 millions de fermes, 76% des agriculteurs et est responsable de 70% de la production et de la consommation de la nourriture nationale<sup>15</sup>. Cependant, cette forme d'agriculture est concentrée sur uniquement 33% des terres arables et contribue à 38% des revenus agraires. Pour contrer les problèmes d'insécurité alimentaire, de pauvreté et d'inégalités économiques et sociales, le gouvernement de Lula a amplifié certaines politiques sociales et sectorielles ainsi que des programmes d'appui mis en place par son prédécesseur, Henrique Cardoso (1998-2003). De plus, il a instauré une série de mécanismes politiques afin d'adopter de nouveaux instruments juridiques pour soutenir et institutionnaliser l'agriculture familiale.

Dès 2003, Lula a mis en place *Fome Zero* (Stratégie Faim Zéro), soit un stratégie multisectorielle à l'échelle nationale qui repose sur quatre piliers, soit l'accès pour tous à une alimentation de base, le renforcement de l'agriculture familiale, la création d'activités génératrices de revenus et une plus grande participation sociale<sup>16</sup>. En termes de lutte contre la pauvreté, le programme

*Bolsa Família* est le cheval de lance de *Fome Zero*; il s'agit d'un programme d'allocations familiales selon un système de conditionnalités particulières, dont un revenu inférieur à 270 reais brésiliens par mois et par personne (soit environ 104 \$ US), l'inscription et l'assiduité des jeunes enfants à l'école ainsi qu'un suivi médical des enfants et des femmes enceintes<sup>17</sup>, afin de garantir un accès universel à une nourriture de qualité. Grâce à ce programme, en 10 ans, le Brésil a observé la réduction du taux de pauvreté et de la faim à travers le pays; le taux de personnes vivant sous le seuil national de la pauvreté a chuté de 43%, permettant à 32 millions de personnes d'accéder à la classe moyenne; le taux de pauvreté extrême<sup>18</sup> est passé de 9,7% à 4,3%; le taux de malnutrition a reculé de 70% et celui de la sous-alimentation est passé de 7,8% à 5%<sup>19</sup>. En plus du taux de pauvreté, le taux d'inégalité en termes de distribution des revenus, calculé par le coefficient GINI, a baissé de 56.88 en 2004 à 51.48 en 2014<sup>20</sup>, ce qui représente la plus importante réduction dans l'histoire du Brésil<sup>21</sup>. Ainsi le Brésil a réussi à remplir un des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), soit celui d'éradiquer la pauvreté extrême et la faim de moitié, dès 2005.

Parmi les autres politiques publiques soutenues par le gouvernement Lula, le Programme national de renforcement de l'agriculture familiale<sup>22</sup> (PRONAF), initialement instauré en 1996 sous le gouvernement de Cardoso suite aux importantes mobilisations du Mouvement syndical des travailleurs et des travailleuses ruraux<sup>23</sup>, permet de financer les activités rurales et agraires individuelles ou collectives des petits producteurs via des mesures d'accès aux crédits et aux financements<sup>24</sup>. Ce

<sup>12</sup> \$78,819,969,000.00 en 2017, après les États-Unis, les Pays-Bas et l'Allemagne. WorldAtlas, « Largest Food Exports By Country », 21 février 2017, disponible à l'adresse suivante : <http://www.worldatlas.com/articles/the-american-food-giant-the-largest-exporter-of-food-in-the-world.html> (consultée le 20 juin 2017).

<sup>13</sup> STOLTE, Christiana, *Brazil's Africa Strategy*, New York, Palgrave Macmillan US, 2015, p.114

<sup>14</sup> CRÉMAQ, Piauí, « The miracle of the cerrado Brazil has revolutionised its own farms. Can it do the same for others? », *The Economist*, 26 août 2010, disponible à l'adresse suivante: <http://www.economist.com/node/16886442> (consulté le 10 janvier 2015).

<sup>15</sup> BECKER REIFSCHNEIRE, Francisco José & all, *Agricultural innovation marketplace – South-South cooperation beyond theory*, Brasília DF, Reifschneider, Nass, Duarte, Ferraz, 2016, p.24.

<sup>16</sup> Graziano da Silva José, Del Grossi, Mauro Eduardo et de França Caio Galvão (éd.), *The Fome Zero (Zero Hunger) Program, the brazilian experience*, ministère du Développement agricole, Brasília, 2011, p.17

<sup>17</sup> Inter-réseaux – Développement rural, « La stratégie « FAIM ZERO » au Brésil », note de synthèse, Septembre 2012, disponible à l'adresse suivante : <http://www.inter-reseaux.org/publications/bulletins-de-synthese/article/note-de-synthese-inter-reseaux-la> (page consulté le 19 juin 2017).

<sup>18</sup> Le taux d'extrême pauvreté dans le monde, fixé par la Banque mondiale à moins de 1,90 dollar par jour

<sup>19</sup> Pereira, Anthony W., « Bolsa Família and democracy in Brazil », *Third World Quarterly*, 2015, vol.36, no.9, p. 1682-1699; Inter-réseaux – Développement rural, « La stratégie « FAIM ZERO » au Brésil », op.cit.

<sup>20</sup> <http://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.GINI?locations=BR> (page consultée le 19 juin 2017).

<sup>21</sup> Neri, Marcelo, « The Decade of Falling Income Inequality and Formal Employment Generation in Brazil », *Centro de Políticas Sociais and EPEGE, Fundação Getulio Vargas*, 2010, p.31.

<sup>22</sup> Programa Nacional de Fortalecimento da Agricultura Familiar (traduction de l'auteur)

<sup>23</sup> Movimento Sindical dos Trabalhadores e Trabalhadoras Rurais

<sup>24</sup> CONTAG. « Políticas públicas e programas », Projeto Político, disponible à l'adresse suivante :

programme vise à améliorer l'accès des agriculteurs aux investissements pour l'achat d'équipements et de machineries modernes, à appuyer la commercialisation de leurs produits ainsi qu'à apporter une assistance technique via un ensemble de lignes de crédits spécifiques<sup>25</sup>. Sous l'égide de *Zero Fome*, le Programme national d'alimentation scolaire<sup>26</sup> (PNAE) soutient également l'accès aux marchés des petits agriculteurs en exigeant qu'un minimum de 30% des achats pour les cantines des écoles provienne de la production des agricultures familiales. Selon le ministère du Développement agricole, cette combinaison de politiques favorise à la fois la dynamisation des économies locales, les circuits courts de la commercialisation nationale et la sécurité alimentaire<sup>27</sup>. Finalement, le Programme d'acquisition des aliments<sup>28</sup> (PAA) permet l'achat et le stockage stratégique de la production de l'agriculture familiale par les États et les municipalités ainsi que la distribution de nourriture à des personnes en situation d'insécurité alimentaire<sup>29</sup>.

L'ensemble de ces différentes mesures a permis au Brésil de faire reculer la pauvreté rurale, l'insécurité alimentaire et de soutenir l'agriculture familiale au plan national, à une époque où la crise alimentaire de 2009 frappait durement les pays les plus pauvres. Ainsi, le Brésil devient un modèle pour la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire à l'échelle internationale<sup>30</sup>.

L'expertise agroalimentaire (capacités matérielles) du Brésil ainsi que la complémentarité des politiques publiques qui soutiennent l'agriculture familiale sont ainsi reconnues internationalement, comme un « modèle de succès »<sup>31</sup>. Le Brésil s'affiche comme une référence en matière de recherche et

d'innovation en agriculture tropicale, d'exportation, de soutien à l'agriculture familiale et d'acteur incontournable dans le cadre de la lutte contre l'insécurité alimentaire. Ce statut de référence permet au Brésil de siéger à de nouvelles tables de discussion et de participer à la prise de décisions aux côtés des grandes puissances, permettant aux idées propres des deux paradigmes de l'agriculture d'être représentées et diffusées via des institutions internationales.

Ainsi, José Graziano da Silva, ancien Ministre extraordinaire de la sécurité alimentaire et de la lutte contre la faim et responsable de la mise en œuvre du programme *Fome Zero*, a été élu Directeur général de l'Organisation mondiale de l'agriculture (OMA) en 2011. Roberto Azevêdo, ancien diplomate et chef des négociations commerciales internationales dans le cadre du Cycle de Doha et du MERCOSUR, a été élu une première fois en 2013, puis une deuxième fois en 2017 en tant que Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

## 2. L'Afrique : laboratoire agricole du Brésil ?

Depuis les années 2000, l'affirmation des puissances émergentes a donné un nouveau souffle à la coopération Sud-Sud (CSS) en tant qu'outil de partage de connaissances, de savoir-faire, d'expertise et de ressources<sup>32</sup>. Les pays émergents affirment que leurs politiques de CSS représentent un modèle alternatif quant au modèle traditionnel occidental de coopération de par ses principes et pratiques, puisqu'il repose sur des relations horizontales visant les bénéfices mutuels des pays donateurs et récipiendaires dans le cadre de partenariats « gagnant/gagnant »<sup>33</sup>.

Sous le gouvernement Lula, la CSS a été identifiée comme une priorité de la politique étrangère du Brésil, d'abord en Amérique Latine, puis

<http://www.contag.org.br/index.php?modulo=portal&acao=interna&codpag=275&dc=1&ap=1&nw=1> (consulté le 5 mai 2017).

<sup>25</sup> Ministério do Desenvolvimento Agrário, « Políticas públicas para agricultura familiar », Brasília, 2013, p.12-13, disponible à l'adresse suivante :

[http://www.mda.gov.br/sitemda/sites/sitemda/files/ceazinepdf/politicas\\_publicas\\_baixa.pdf](http://www.mda.gov.br/sitemda/sites/sitemda/files/ceazinepdf/politicas_publicas_baixa.pdf) (consultée le 14 mars 2017).

<sup>26</sup> Programa Nacional de Alimentação Escolar

<sup>27</sup> Ministério do Desenvolvimento Agrário, « Políticas públicas para agricultura familiar », op.cit., p.27.

<sup>28</sup> Programa de Aquisição de Alimentos

<sup>29</sup> Ministério do Desenvolvimento Agrário, « Políticas públicas para agricultura familiar », op.cit., p.22.

<sup>30</sup> STOLTE, Christiana, *Brazil's Africa Strategy*, op.cit., p.115

<sup>31</sup> FAVARETO, Arilson, « Beyond 'family farming versus agribusiness' dualism: unpacking the complexity of Brazil's agricultural model », *Future Agricultures*, Working Paper 138, disponible à l'adresse suivante :

[https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/123456789/12717/FAC\\_Working\\_Paper\\_138.pdf?sequence=1](https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/123456789/12717/FAC_Working_Paper_138.pdf?sequence=1). (consulté le 5 mai 2017).

<sup>32</sup> ZACHARIE, Arnaud, « Coopération Sud-Sud et déclin du monopole occidental en matière de financement du développement ? Les pays émergents et l'UE en Afrique », in SANTANDER, Sebastian (dir.), *Puissances émergentes : un défi pour l'Europe ?*, Ellipses, Paris, 2012, p.184 .

<sup>33</sup> MUGGAH, Robert, PASSARELLI HAMANN Eduarda, « Le Brésil et sa généreuse diplomatie : un dragon amical ou un tigre de papier ? », *International Development Policy*, 3, 2012, disponible à l'adresse suivante : <https://poldev.revues.org/955#quotation> (consultée le 9 novembre 2014).

en Afrique au nom d'une « diplomatie solidaire »<sup>34</sup> qui soutiendrait le développement économique et politique du continent. Le Brésil justifie ses relations en Afrique, et particulièrement avec la Communauté des pays de langues portugaises (CPLP)<sup>35</sup>, en raison des motifs historiques et des liens culturels<sup>36</sup>. Cette priorité envers l'Afrique se traduit, entre autres, par la création et l'institutionnalisation d'une entité dédiée à l'Afrique dans le gouvernement du Brésil, par le déploiement d'un activisme diplomatique sur le continent voisin, par une multiplication d'investissements et de partenariats avec des pays africains, par le développement de programmes d'assistance technique et par des politiques de prêts et d'annulations de dettes. Le Brésil prétend adopter plus particulièrement une approche basée sur la demande et propose des solutions adaptées aux contextes locaux selon ses expériences et expertises. Brasilia insiste également sur le fait que son aide est neutre, sans condition et aucunement reliée à des intérêts économiques ou à des objectifs commerciaux<sup>37</sup>, quoiqu'ils soient généralement liés à l'achat de biens et de services, lesquels seraient, d'après le discours officiel, moins chers et mieux adaptés aux besoins et aux conditions des pays bénéficiaires<sup>38</sup>. Ainsi, le Brésil tente de séduire le continent africain en se positionnant comme un acteur bienveillant et défenseur des intérêts du Sud<sup>39</sup>.

L'agriculture est l'un des domaines privilégiés par l'Agence brésilienne de coopération (ABC)<sup>40</sup>. Dans le cadre de sa coopération agricole, le Brésil fait la promotion et l'exportation de son modèle de développement et s'inspire de sa propre expérience,

de ses programmes et de ses politiques publiques. La coopération agricole du Brésil reflète ainsi les deux paradigmes et repose sur deux piliers : 1) la production et la commercialisation de cultures pour la production de nourriture et d'éthanol; 2) la promotion et le soutien de l'agriculture familiale par le partage d'expertises et l'octroi de prêts concessionnels<sup>41</sup>. Cette coopération se traduit principalement par une aide technique, soit un transfert d'expertises, de compétences et de technologies sous la forme de cours, de formations, de contrats de consultance et de programmes d'échanges dans le cadre de projets bilatéraux, trilatéraux ou multilatéraux<sup>42</sup>.

### 2.1. Stratégie mozambicaine

Parmi les partenaires africains du Brésil, le Mozambique est un pays privilégié pour la coopération agricole et la production de bioéthanol, de par la richesse de son sous-sol, l'étendue de ses terres arables non cultivées, la faible densité de sa population ainsi que son climat favorable pour certaines cultures, dont la canne à sucre<sup>43</sup>. Jusqu'aujourd'hui, le Brésil finance sept programmes<sup>44</sup> dans le domaine de l'agriculture au Mozambique, dont *ProSavana*, un projet de coopération triangulaire<sup>45</sup> initié en 2010 en partenariat avec l'Agence brésilienne de coopération (ABC), l'Agence de coopération internationale du Japon (JICA) et l'Institut pour la recherche agricole du Mozambique. *ProSavana* ambitionne à renforcer les capacités agricoles et à promouvoir le développement économique du corridor de Nacala, situé au Nord du Mozambique, en transférant le

<sup>34</sup> MUGGAH, Robert, PASSARELLI HAMANN Eduarda, « Le Brésil et sa généreuse diplomatie : un dragon amical ou un tigre de papier ? », op.cit..

<sup>35</sup> Angola, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Mozambique, São Tomé-et-Principe

<sup>36</sup> SANTANDER, Sebastian. « La politique africaine du Brésil : entre discours bienveillant et réalpolitik » op. cit. , p. 105.

<sup>37</sup> BURGESS, Sean, « Brazil's International Development Co-operation: Old and New Motivations. » *Development Policy Review*, 2014, vol.32, p. 3, p.366.

<sup>38</sup> AYLLON PINO, Bruno et MILANI, Carlos R.S., « La coopération brésilienne en Afrique – une expérience de triangulation avec l'UE dans le cadre de partenariat stratégique », in SANTANDER Sebastian (dir.), *L'Afrique, un nouveau terrain de jeu des puissances émergentes*, op.cit. p.236

<sup>39</sup> Ibid

<sup>40</sup> Parmi les trois domaines prioritaires que sont de la santé, de l'éducation et de l'agriculture (33,35%), l'agriculture représente 19% des projets. Agência Brasileira de Cooperação, « África – Por Segmento de Cooperação (2000-2014) », *Gestão 2000-2014, 2012*, disponible à l'adresse suivante : <http://www.abc.gov.br/Gestao/AfricaSegmentoCooperacao> (consultée le 7 juin 2017).

<sup>41</sup> ZANELLA, Matheu Alves et MILHORANCE, Carolina, «Cerrado meets savannah, family farmers meet peasants: The political economy of Brazil's agricultural cooperation with Mozambique», *Food Policy*, 2016, 58, p.6-7.

<sup>42</sup> CABRAL, Lidia, SHANKLAND, Alex, FAVARETO, Arilson et COSTA VAZ, Alcides, « Brazil–Africa Agricultural Cooperation Encounters: Drivers, Narratives and Imaginaries of Africa and Development », *IDS Bulletin, Special Issue: China and Brazil in African Agriculture*, 2013, vol. 44, no. 4, p.5.

<sup>43</sup> THALER, Kai, «Brazil, Biofuels, and Food Security in Mozambique », in CHERU, Fantu et MODI, Renu, (ed.), *Agricultural Development and Food Security in Africa: The Impact of Chinese, Indian and Brazilian Investments*, op.cit. p.7

<sup>44</sup> ZANELLA, Matheu Alves, MILHORANCE, Carolina, « Cerrado meets savannah, family farmers meet peasants: The political economy of Brazil's agricultural cooperation with Mozambique », op.cit. p. 17.

<sup>45</sup> La coopération triangulaire (ou trilatérale) s'inspire des principes de la coopération Sud-Sud, il s'agit d'un processus de coopération entre un état en développement, un état émergent et un puissance traditionnelle (qui peut être représentée par un État, une agence gouvernementale, une organisation internationale, organisation régionale, le secteur privé, une fondation philanthropique, le monde académique, etc. ).

savoir-faire technique et technologique agraire du Brésil dans la région. Le projet structurant<sup>46</sup> s'échelonne sur 20 ans et comporte plusieurs phases, dont la première, mise en œuvre de 2011 à 2019, s'articule autour de trois objectifs spécifiques ; 1) un projet pour l'amélioration de la recherche et du transfert de capacités technologiques agricoles du corridor de Nacala ; 2) la formulation d'un *Master Plan* pour le développement de l'agriculture qui incorpore le secteur privé afin de faire la promotion de systèmes de production durable pouvant contribuer à la croissance économique et sociale des populations locales ; 3) un projet visant l'établissement d'un modèle de développement d'extension rurale pour l'agriculture familiale des communautés de la région<sup>47</sup>. Il s'agit sans équivoque du projet de coopération agricole le plus complexe et important en termes d'objectifs, de temps et de ressources financières déployé par le Brésil<sup>48</sup>. Il s'agit également du seul projet au Mozambique qui combine l'exportation du double modèle agraire brésilien. Cependant, depuis sa phase préliminaire, *ProSavana* a suscité de vives réactions de la part des sociétés civiles et des mouvements ruraux au Mozambique face aux importants impacts sociaux et environnementaux, tels que les tentatives d'accaparement des terres, l'exode rural, la marginalisation des petits producteurs et l'imposition des monocultures propres à l'exportation<sup>49</sup>.

## 2.2. Un nouveau paradigme de l'aide au développement ?

Le contexte international particulier du début des années 2000, caractérisé par les phénomènes de

globalisation et d'interdépendance, de l'émergence et de l'affirmation des économies du Sud ainsi que de la libéralisation des économies africaines, a créé de nouvelles opportunités pour le développement du secteur privé en Afrique. Ceci s'inscrit également dans le cadre plus large d'un changement de paradigme au niveau de la coopération au développement, soit un modèle CSS plus holistique qui intègre l'aide, le commerce et les investissements.

Dans le domaine de l'agriculture, malgré une rhétorique solidaire au sein des organisations multilatérales (OMA, PAM<sup>50</sup>) et des forums internationaux (G20, BRICS, IBSA<sup>51</sup>) qui prétend soutenir le développement de l'agriculture familiale, le rôle du Brésil comme « donateur » s'inscrit davantage dans une logique entrepreneuriale et d'accumulation de capital visant l'investissement du secteur privé dans la croissance d'une agriculture commerciale à grand échelle. En effet, l'Afrique est un continent d'opportunités pour la production et l'exportation des matières premières essentielles, l'accès à de nouveaux marchés mondiaux, le développement d'infrastructures ainsi que les projets d'envergure dans le domaine des biotechnologies et bioénergies. Ainsi, la promotion des capacités technologiques et de recherche « *for large-scale capitalist agriculture* »<sup>52</sup> est au cœur des initiatives brésiliennes dans le cadre de ses projets de CSS bilatéraux et trilatéraux.

Dans le cadre de *ProSavana*, les documents du projet mettent en effet davantage l'accent sur une gestion axée vers des résultats visibles (*Quick Impact Projects*) afin d'attirer les investissements du secteur privé dans le développement des industries agroalimentaires de la région du Nacala. En effet, le « *Master Plan* » est organisé sous forme de « *cluster* », soit une approche stratégique qui regroupe producteurs, compagnies et institutions, visant à définir des chaînes de valeur particulières et synergiques pour accélérer le développement de certaines régions<sup>53</sup>. L'objectif à long terme est de mettre en place les structures nécessaires aux

<sup>46</sup> Selon Embrapa, un projet structurant est « implemented in partnerships (...), in order to strengthen their technological, institutional, and human resource bases necessary for their sustainable agricultural development. These projects include additional components in the areas of validation and technology transfer, strengthening of research institutions, and capacity building. Generally these are projects with a high volume of financial resources (more than one million dollars), conducted in two or more years and aimed at institutional strengthening » disponible à l'adresse suivante: Embrapa, « Structuring projects », <https://www.embrapa.br/en/web/portal/structuring-projects> (page consultée le 8 août 2017).

<sup>47</sup> ProSAVANA, « What is ProSavana », 2015, disponible à l'adresse suivante: <http://www.prosavana.gov.mz/index.php?p=pagina&id=27>. (page consultée le 15 novembre 2015).

<sup>48</sup> EKMAN, Sigrid-Marianella et MACAMO, Carmen Stella, « Brazilian Development Cooperation in Agriculture: A Scoping Study on ProSavana in Mozambique, with Implications for Forests », Center for International Forestry Research (CIFOR), Bogor, Indonesia, , 2014, Working Paper no.138, p. 20.

<sup>49</sup> CABRAL, Lidia & all, « Brazil's Agricultural Politics in Africa: More Food International and the Disputed Meanings of "Family Farming" », op.cit, p.54.

<sup>50</sup> Programme alimentaire mondial

<sup>51</sup> Brésil-Russie-Inde-Chine-Afrique du Sud ; Inde-Brésil-Afrique du Sud

<sup>52</sup> Pierri, M.F., « How Brazil's Agrarian Dynamics Shape Development Cooperation in Africa », IDS Bulletin, vol.4. no. 4, 2013, p. 5

<sup>53</sup> MINAG, DPA, Getulio Vargas Foundation, Oriental Consultants, NTC International and Task, « Support Agriculture Development Master Plans in the Nacala Corridor in Mozambique (PROSAVANA-PD) »

Report No. 2, Quick Impact Projects, 2013, disponible à l'adresse suivante: <http://www.grain.org/article/entries/4703-leaked-prosavana-master-plan-confirms-worstfears> [consultée le 13 février 2017]

investissements étrangers, notamment brésiliens, en Afrique, en créant un système d'infrastructure agricole qui facilite les liens verticaux entre les fournisseurs d'intrants, les producteurs agricoles de toutes tailles et les entreprises de transformation<sup>54</sup>. Le Brésil participe donc à diffuser l'idée selon laquelle le soutien à l'agriculture familiale passe par l'intégration des petits agriculteurs dans les chaînes de valeur et la commercialisation de l'agriculture.

ProSavana est également imbriqué dans un vaste réseau de projets d'infrastructures qui regroupent investissements publics et privés et qui constitue « *one of the most impressive and concatenated infrastructure development initiatives in this part of Africa* »<sup>55</sup>. D'une part, les autorités brésiliennes et mozambicaines ont célébré en mai 2017 l'ouverture officielle du corridor stratégique de Nacala, lequel a été financé principalement par la compagnie minière brésilienne Vale, soit 912 km de chemin de fer passant au cœur de ProSavana et qui relie la région au Sud du Malawi en passant par la mine de charbon de Moatize, également opérationnalisée par Vale<sup>56</sup>. Pour sa part, Odebrecht, multinationale brésilienne spécialisée en construction, a inauguré en janvier 2015 la reconversion de la base aérienne de Nacala en aéroport international<sup>57</sup>. D'autre part, des entreprises brésiliennes sont impliquées plus directement dans le projet, tel que Petrobras, entreprise d'extraction, de raffinage et de vente de pétrole, qui a acquis des droits d'exploitation sur les terres du Mozambique à des fins de production de canne à sucre dans le but de créer sa première entreprise de bioéthanol<sup>58</sup> ; et Vale qui a financé une étude de faisabilité sur les conditions agro-climatiques de différentes zones au Mozambique.

<sup>54</sup> AMANOR, Kojo S. et CHICHAVA, Sergio, « South-South Cooperation. Agribusiness, and African Agricultural Development : Brazil and China in Ghana and Mozambique », *World Development*, vol. 81, 2016, p. 21

<sup>55</sup> Nogueira, I., Ollinaho, O., « From Rhetoric to Practice in South-South Development Cooperation: A case study of Brazilian interventions in the Nacala corridor development program », Working Paper, Institute of Socioeconomics, University of Geneva, août 2014, p.5

<sup>56</sup> RWG, « Nacala Corridor officially inaugurated », *Railway Gazette*, 16 mai 2017, <http://www.railwaygazette.com/news/freight/single-view/view/nacala-corridor-officially-inaugurated.html> (consulté le 22 juin 2017)

<sup>57</sup> Odebrecht, « Nacala International Airport Inaugurated in Mozambique », *Communication News*, 14 janvier 2015, <https://www.odebrecht.com/en/communication/news/nacala-international-airport-inaugurated-mozambique> (consulté le 5 janvier 2018).

<sup>58</sup> SANTANDER, Santander, « La politique africaine du Brésil : entre discours bienveillant et réalpolitik », op. cit, p.110 .

La frontière entre la coopération et les investissements étrangers des compagnies nationales est ainsi brouillée, ce qui rend la cohérence ambiguë entre les deux modèles agraires<sup>59</sup>. Le discours central propre à la CSS agricole du Brésil en Afrique favorisant la complémentarité des deux modèles agricoles semble être dominé par la priorité des intérêts économiques des secteurs agro-industriels et des multinationales brésiliennes, ce qui renforce également la position du Brésil en tant que puissance agricole et augmente son influence internationale (puissance).

### 3. Un système agraire dualiste et asymétrique

La dualité du système agricole brésilien est propre au développement de l'économie politique agraire du pays, soit, d'une part, un régime militaire (1964-1985) qui a favorisé la transformation de grandes exportations agricoles en agro-industries au détriment des droits et des demandes des paysans ; et d'autre part, la fin de la dictature, le début des réformes agraires et de politiques sociales pour assurer les droits des agriculteurs. L'ascension récente de ce modèle en terme de référence, tant aux niveaux national qu'international, s'explique par l'interaction des avantages comparatifs du Brésil, d'un contexte international particulier ainsi que des caractéristiques des forces sociales et des coalitions gouvernementales à un moment précis dans l'histoire du pays<sup>60</sup>. Aujourd'hui cette dualité évolue « *under a new ideological and material basis* »<sup>61</sup>.

#### 3.1. Légitimation de l'agrobusiness

L'ascension économique du Brésil au début des années 2000 repose principalement sur l'expansion massive de la demande des matières premières et de la hausse des prix des commodités; « *the agro business has a solid argument to establish its cultural hegemony within the government* »<sup>62</sup>. Ce boom économique a favorisé les capacités matérielles et financières nécessaires pour soutenir le double modèle agraire au niveau national, les différents programmes locaux ainsi que les projets de CSS agricole en Afrique. Entre 2003 et 2010, les surplus

<sup>59</sup> MUNOZ, Enara Echart et CARVALHO, Tássia Camila de Oliveira, « A cooperação Sul-Sul brasileira com a África no campo da alimentação : uma política coerente com o desenvolvimento? », op.cit., p.44.

<sup>60</sup> Ibid.

<sup>61</sup> Pierri, M.F., « How Brazil's Agrarian Dynamics Shape Development Cooperation in Africa », op.cit., p. 5

<sup>62</sup> Entretien avec Francesco Maria Pierri, ancien consultant international et conseiller aux affaires internationale et promotion commerciale, ministère du Développement agricole, 3 mai 2017, Brasília.

des exportations agricoles se chiffraient à 63 milliards, soit 37,8% de l'ensemble des exportations du pays<sup>63</sup>. Ces avancées ont permis tant aux groupes d'intérêts (industries alimentaires, secteur de l'automobile, grands propriétaires terriens) qu'à certains grands producteurs issus de l'agriculture familiale, de participer et de profiter financièrement de l'ascension agricole du Brésil, formant ainsi un amalgame particulier de forces sociales et de modes de production plus enclin à supporter des politiques économiques favorables au développement des agro-industries.

Cette conjoncture cadre également avec la nouvelle orientation de la politique étrangère de Lula qui vise à diversifier les relations politiques et commerciales du Brésil avec davantage de partenaires du Sud et de renforcer la position du pays au sein d'institutions multilatérales. Ainsi, nous observons une nouvelle dimension de l'internalisation de l'agro-business brésilienne via la promotion d'investissements directs étrangers. Ainsi, des multinationales brésiennes, telles que JBS, Margrid et BrFoods, ont intensifié leur présence à l'international, dont notamment en Afrique, par des partenariats, des acquisitions et des installations physiques de leurs unités à l'étranger<sup>64</sup>.

### 3.2. *Acceptation du discours de la modernisation de l'agriculture*

À la lumière de ces observations, il semble que la CSS agricole ne peut être caractérisée comme un modèle d'aide en soi, mais bien comme un « nouveau narratif »<sup>65</sup>, derrière lequel se cache un agenda complexe regroupant les intérêts différents, et parfois contradictoires, des acteurs et institutions qui y sont engagés. Il existe donc différentes interprétations du concept de l'agriculture familiale, lesquelles sont à la fois contestées au niveau national et exportées sur le continent africain<sup>66</sup>.

Souvent présenté dans le discours officiel comme un outil politique permettant à l'Afrique de se doter d'une structure institutionnelle pour le développement de l'agriculture (élaboration de lois spécifiques, de politiques publiques pour l'agriculture

familiale, renforcement des institutions locales et capacités financières de l'État)<sup>67</sup>, la coopération agricole brésilienne cadre davantage avec un discours porté sur la modernisation de l'agriculture à petite échelle, laquelle permet l'augmentation de la productivité, l'accès au marché et conséquemment les gains économiques pour les agriculteurs. Ce narratif ne fait pas de distinction entre l'agriculture familiale et l'agrobusiness, argumentant que les deux ont besoin de crédits, de technologies et sont tournées vers l'intégration au marché et l'accumulation de profits<sup>68</sup>.

Au sein de la société brésilienne, les producteurs « modernes » au Sud-Est du pays, les grands propriétaires terriens au Nord-Est ainsi que certaines organisations, tel que le conservateur « caucus rural » du Congrès, dont les membres se considèrent comme des « *corporate leaders* », adhèrent à cette vision<sup>69</sup>. Au niveau institutionnel, cette vision explique les récentes réformes ministérielles<sup>70</sup> de l'actuel gouvernement de Michel Temer du Mouvement démocratique brésilien (MDB). En mai 2016, alors qu'il était président intérimaire, Temer a procédé à la fermeture du ministère du Développement agricole (MDA), relayant les questions agricoles au MAPA et les enjeux de l'agriculture familiale au nouveau Secrétariat spécial de l'agriculture familiale et du développement agricole<sup>71</sup>. Les enjeux touchant le développement agricole et la sécurité alimentaire, lesquels incombaient respectivement à deux ministères distincts<sup>72</sup>, ont été transférés au nouveau ministère du Développement social et agricole<sup>73</sup>. Cette réforme ministérielle traduit un narratif qui ne perçoit pas de distinction entre l'agriculture à petite et à grande échelle, associant les enjeux du

<sup>67</sup> Entretien avec Francesco Maria Pierri, ancien consultant international et conseiller aux affaires internationales et promotion commerciale, ministère du Développement agricole, 3 mai 2017, Brasília.

<sup>68</sup> FAVARETO, Arilson « Beyond 'family farming versus agribusiness' dualism: unpacking the complexity of Brazil's agricultural model », op.cit., p.14

<sup>69</sup> Ibid

<sup>70</sup> Diário Oficial da União, « Medida provisória », no.726, Brasília, 12 mai 2016, disponible à l'adresse suivante: <http://pesquisa.in.gov.br/imprensa/jsp/visualiza/index.jsp?data=12/05/2016&jornal=1000&pagina=3&totalArquivos=10> (consultée le 10 juillet 2017).

<sup>71</sup> Secretaria Especial de Agricultura Familiar e do Desenvolvimento Agrário

<sup>72</sup> Soit le Ministério do Desenvolvimento Agrário et le Ministro de Estado do Desenvolvimento Social e Combate à Fome.

<sup>73</sup> Ministério do Desenvolvimento Social e Agrário

<sup>63</sup> BECKER REIFSCHEINER, Francisco José & all, Agricultural innovation marketplace – South-South cooperation beyond theory, Brasília DF, Reifschneider, Nass, Duarte, Ferraz, 2016, p.29.

<sup>64</sup> VAZ, A.C., « International drivers of Brazilian agricultural cooperation in Africa in the post-2008 economic crisis », Revista Brasileira de Política Internacional, vol. 58, no.1, 2015, p. 70.

<sup>65</sup> Entretien avec Arilson Favareto, 18 avril, Sao Paulo.

<sup>66</sup> Pour plus d'information, voir FAVARETO, Arilson « Beyond 'family farming versus agribusiness' dualism: unpacking the complexity of Brazil's agricultural model », op.cit.

développement de l'agriculture familiale à des enjeux de développement social et non agricole<sup>74</sup>.

Dans le cadre de la CSS, l'approche de la modernisation de l'agriculture est adoptée par les divers acteurs impliqués dans le projet ProSavana, dont le MAPA, Embrapa ainsi que par les dirigeants des grandes entreprises alimentaires (représentés par la confédération brésilienne de l'Agriculture<sup>75</sup>). Par exemple, ProSavana fait la promotion des avancées technologiques et favorise l'exportation d'équipements brésiliens, tels que les mêmes tracteurs utilisés dans les programmes nationaux<sup>76</sup>. Du côté africain, les représentants du gouvernement du Mozambique tendent également vers ce discours. En effet, malgré le récent Plan stratégique pour le développement agricole 2008-2019 qui prétend soutenir l'agriculture familiale au Mozambique, il y a un « *noticeable shift* » vers la priorisation des investissements étrangers pour soutenir la production agricole à grande échelle<sup>77</sup>.

## Conclusion

Cette chronique avait comme objectif de démontrer les incohérences entre le discours solidaire du Brésil présentant son double modèle agricole comme une référence mondiale et la réalité qui se dessine dans le cadre de *ProSavana* au Mozambique.

Dans un contexte où la distribution mondiale du pouvoir est en mutation, les pays émergents n'hésitent pas à déployer certains attributs intangibles de la puissance, tels que leur culture, leurs institutions et leur idéologie<sup>78</sup>. Considérée comme un outil de politique étrangère, la coopération Sud-Sud, présentée comme un modèle alternatif de développement, peut être mobilisée par les pays émergents afin d'augmenter leur influence et leur rayonnement à l'échelle internationale et ainsi consolider leur statut de puissance. Dans cette optique, le Brésil mobilise son double modèle agricole en guise d'idéologie dans le cadre de ses relations avec l'Afrique.

L'implication du Brésil dans la CSS en Afrique et l'exportation de son modèle de développement basé sur son expertise et ses réussites locales accroît son influence à la fois sur le continent africain et à travers le monde. D'une part, cette stratégie participe à la construction d'une certaine image, soit celle d'un acteur incontournable dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la coopération agricole. D'autre part, son implication dans des domaines reliés avec des « *new and emerging security topics* »<sup>79</sup> démontre également ses capacités à offrir des solutions à des problèmes globaux dans des domaines stratégiques de la politique internationale. De plus, cette « diplomatie solidaire » renforce la perception du Brésil par ses partenaires en tant qu'acteur responsable et bien intentionné, capable de représenter les intérêts du Sud.

Cependant, notre analyse démontre que, dans la pratique, le narratif de l'agriculture familiale sert davantage le pouvoir de l'agrobusiness dans le cadre de la CSS du Brésil en Afrique, et plus particulièrement dans sa stratégie mozambicaine. L'hégémonie de l'agrobusiness brésilienne dans les stratégies de CSS se diffuse dans le cadre d'un « nouveau paradigme » de la coopération au développement qui favorise des relations hybrides entre le secteur privé et de l'État. Dans le cadre de la coopération agricole, ces partenariats bénéficient généralement les intérêts du secteur des agro-industries et des multinationales brésiliennes au détriment de l'agriculture familiale, tel que démontré dans le cadre du projet ProSavana.

La coopération agricole du Brésil, inspirée de son double modèle agricole, n'arrive pas à s'instaurer en tant qu'hégémonie. En effet, la prédominance de l'agrobusiness brésilienne s'assoit sur la reconnaissance de ses capacités matérielles, soit ses avancées technologiques, le poids de ses agro-industries nationales et multinationales ainsi que par la demande des pays africains pour ses connaissances agricoles. L'acceptation et la diffusion du narratif de la modernisation de l'agriculture par les différentes forces sociales nationales et internationales ainsi que par les acteurs de la CSS du Brésil traduit l'appropriation d'une vision qui favorise une agriculture tournée vers le marché.

La démonstration de l'hégémonie de l'agro-industrie du Brésil et la priorité accordée au secteur agroalimentaire au détriment de l'agriculture familiale dans le cadre de ses politiques de CSS en

<sup>74</sup> Entretien avec Arilson Favareto, 18 avril, Sao Paulo.

<sup>75</sup> Confederação da Agricultura e Pecuária do Brasil

<sup>76</sup> CABRAL, Lidia & all, « Brazil's Agricultural Politics in Africa: More Food International and the Disputed Meanings of "Family Farming" », op.cit, p.53

<sup>77</sup> AMANOR, Kojo S. et CHICHAHA, Sergio, « South-South Cooperation. Agribusiness, and African Agricultural Development : Brazil and China in Ghana and Mozambique », World Development, vol. 81. 2016, p. 19.

<sup>78</sup> SANTANDER S., « La politique africaine du Brésil : entre discours bienveillant et realpolitik », op. cit, p.104

<sup>79</sup> STOLTE, Christiana, « Brazil's Africa Strategy », op.cit., p.147

Afrique fragilise son discours solidaire et remet en question sa capacité à mettre de l'avant un modèle et des pratiques alternatives pour assurer la sécurité alimentaire et énergétique africaine. Ainsi, il n'y a de nouveau bloc historique au sens néo-gramscien, dans la mesure où le Brésil maintient un modèle traditionnel d'accumulation de capital.

## Bibliographie

Agência Brasileira de Cooperação, « África – Por Segmento de Cooperação (2000-2014) », *Gestão 2000-2014*, 2012, disponible à l'adresse suivante : <http://www.abc.gov.br/Gestao/AfricaSegmentoCooperacao> (consultée le 1 juin 2017).

AMANOR, Kojo S. et CHICHAHA, Sergio, « South-South Cooperation. Agribusiness, and African Agricultural Development : Brazil and China in Ghana and Mozambique », *World Development*, vol. 81. 2016, pp. 13-23.

AYLLON PINO, Bruno et MILANI, Carlos R.S., « La coopération brésilienne en Afrique – une expérience de triangulation avec l'UE dans le cadre de partenariat stratégique », in SANTANDER Sebastian (dir.), *L'Afrique, un nouveau terrain de jeu des puissances émergentes*, Paris, Karthala, 2014, pp.220-246.

BECKER REIFSCHNEIRE, Francisco José & all, *Agricultural innovation marketplace – South-South cooperation beyond theory*, Brasilia DF, Reifschneider, Nass, Duarte, Ferraz, 2016, 176p.

BURGES, Sean, « Brazil's International Development Co-operation: Old and New Motivations » *Development Policy Review*, 2014, vol.32, p. 3, pp.355-374.

CABRAL, Lidia, SHANKLAND, Alex, FAVARETO, Arilson et COSTA VAZ, Alcides, «Brazil-Africa Agricultural Cooperation Encounters: Drivers, Narratives and Imaginaries of Africa and Development», *IDS Bulletin*, Special Issue: China and Brazil in African Agriculture, 2013, vol. 44, no. 4, pp.1-18.

CABRAL, Lidia; FAVARETO, Arilson; MUKWEREZA Langton et AMANOR, Kojo, « Brazil's Agricultural Politics in Africa: More Food International and the Disputed Meanings of "Family Farming" », *World Development*, 2016, vol. 81, pp.47-60.

CHERU, Fantu et MODI, Renu, (dir), *Agricultural Development and Food Security in Africa: The Impact of Chinese, Indian and Brazilian Investments*, Londres, Zed Books, 2013, 280p.

CONTAG. « Políticas públicas e programas », *Projeto Político*, disponible à l'adresse suivante : <http://www.contag.org.br/index.php?modulo=portal&acao=interna&codpag=275&dc=1&ap=1&nw=1> (consulté le 5 mai 2017).

COX, Robert, « Social Forces, States and World Orders », in KEOHANE, Robert Owen. (éd.), *Neorealism and its Critics*, New York, Columbia University Press, 1986, 378p.

COX, Robert, « Gramsci, Hegemony and International Relations : An Essay in Method », *Millennium : Journal of International Relations*, vol. 12, no. 2, pp.162-175.

Diário Oficial da União, « Medida provisória », no.726, Brasilia, 12 mai 2016, disponible à l'adresse suivante:

<http://pesquisa.in.gov.br/imprensa/jsp/visualiza/index.jsp?data=12/05/2016&jornal=1000&pagina=3&totalArquivos=10> (consultée le 10 juillet 2017). (Secretaria Especial de Agricultura Familiar e do Desenvolvimento Agrário).

EKMAN, Sigrid-Marianella et MACAMO, Carmen Stella, « Brazilian Development Cooperation in Agriculture: A Scoping Study on ProSavana in Mozambique, with Implications for Forests », Center for International Forestry Research (CIFOR), Bogor, Indonesia, 2014, Working Paper no.138, 49p.

Embrapa, « Structuring projects », <https://www.embrapa.br/en/web/portal/structuring-projects> (page consultée le 8 août 2017).

Entretien avec Arilson Favareto, 18 avril, Sao Paulo.

Entretien avec Paulo de Oliveira Poleze, Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura (CONTAG), 3 mai 2017, Brasilia.

Entretien avec Francesco Maria Pierri, ancien consultant international et conseiller aux affaires internationale et promotion commerciale, ministère du Développement agricole, 3 mai 2017, Brasilia.

FAVARETO, Arilson, « Beyond 'family farming versus agribusiness' dualism: unpacking the complexity of Brazil's agricultural model », *Future Agricultures*, Working Paper 138, disponible à l'adresse suivante : [https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/123456789/12717/FAC\\_Working\\_Paper\\_138.pdf?sequence=1](https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/123456789/12717/FAC_Working_Paper_138.pdf?sequence=1).

FRAUNDORFER, Markus, « Zero Hunger for the world – Brazil's global diffusion of its Zero Hunger Strategy », *Austral: Brazilian Journal of*

Strategy & International Relations, 2013, vol2, n.4, 91-116.

HOARE, George et SPERBER, Nathan, « Une introduction à Antonio Gramsci », La Découverte, 2013, p.

GRAZIANO DA SILVA José, DEL GROSSI, Mauro Eduardo et DE FRANÇA Caio Galvão (éd.), The Fome Zero (Zero Hunger) Program, the brazilian experience, ministère du Développement agricole, Brasília, 2011, 360p.

Inter-réseaux - Développement rural, « La stratégie « FAIM ZERO » au Brésil », note de synthèse, Septembre 2012, disponible à l'adresse suivante : <http://www.inter-reseaux.org/publications/bulletins-de-synthese/article/note-de-synthese-inter-reseaux-la> (page consulté le 19 juin 2017).

Justiça Ambiental, « Mozambique's position on the ProSavana Program », 28 janvier 2013, disponible à l'adresse suivante : <https://ja4change.wordpress.com/2013/01/28/justica-ambientalfoe-mozambiques-position-on-the-prosavana-program/> (page consulté le 5 février 2015).

Loi du 24 juin 2006, Lei Orgânica de Segurança Alimentar e Nutricional, n° 11.326, Brésil, disponible à l'adresse suivante : [http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/\\_ato2004-2006/2006/lei/111326.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_ato2004-2006/2006/lei/111326.htm).

LULA DA SILVA, Luiz Inácio, « Pronunciamento do Presidente da República », Discurso do Presidente da República, Congresso Nacional Brasília, 1 janvier 20013, disponible à l'adresse suivante : <http://www.biblioteca.presidencia.gov.br/presidencia/ex-presidentes/luiz-inacio-lula-da-silva/discursos/1o-mandato/2003/01-01-pronunciamento-a-nacao-do-presidente-da-republica-luiz-inacio-lula-da-silva-apos-a-cerimonia-de-posse.pdf/view> (consultée le 23 juin 2017).

MAWDSLEY, Emma, *From Recipients to Donors. Emerging Powers and the Changing Development Landscape*, Londres, ZED Books, 2012, p.

MINAG, DPA, Getulio Vargas Foundation, Oriental Consultants, NTC International and Task, « Support Agriculture Development Master Plans in the Nacala Corridor in Mozambique (PROSAVANA-PD) », Report No. 2, Quick Impact Projects, 2013, disponible à l'adresse suivante : [http://www.grain.org/article/entries/4703-leaked-](http://www.grain.org/article/entries/4703-leaked-prosavana-master-plan-confirms-worst-fears)

[prosavana-master-plan-confirms-worst-fears](http://www.grain.org/article/entries/4703-leaked-prosavana-master-plan-confirms-worst-fears) [consultée le 13 février 2017]

Ministério do Desenvolvimento Agrário, « Políticas públicas para agricultura familiar », Brasília, 2013, disponible à l'adresse suivante : [http://www.mda.gov.br/sitemda/sites/sitemda/files/ceazinepdf/politicas\\_publicas\\_baixa.pdf](http://www.mda.gov.br/sitemda/sites/sitemda/files/ceazinepdf/politicas_publicas_baixa.pdf) (consultée le 14 mars 2017).

MUGGAH, Robert et PASSARELLI HAMANN Eduarda, « Le Brésil et sa généreuse diplomatie : un dragon amical ou un tigre de papier ? », International Development Policy | Revue internationale de politique de développement, 2012, vol.3, disponible à l'adresse suivante : <https://poldev.revues.org/955#quotation> (consultée le 9 novembre 2014).

MUNOZ, Enara Echart et CARVALHO, Tássia Camila de Oliveira, « A cooperação Sul-Sul brasileira com a África no campo da alimentação : uma política coerente com o desenvolvimento? », Cad. CRH [en ligne], 2016, vol.29, n.76, p. 42, disponible à l'adresse suivante : <http://www.scielo.br/pdf/ccrh/v29n76/0103-4979-ccrh-29-76-0033.pdf> (consulté le 20 mars 2017).

NERI, Marcelo, « The Decade of Falling Income Inequality and Formal Employment Generation in Brazil », Centro de Políticas Sociais and EPGE, Fundação Getulio Vargas, 2010, 47 p.

NOGUIERA, I., OLLINAHO, O., « From Rhetoric to Practice in South-South Development Cooperation: A case study of Brazilian interventions in the Nacala corridor development program », *Working Paper*, Institute of Socioeconomics, University of Geneva, août 2014, pp.1-15

PATRIOTA, Cooper et PIERRI, Francesco Maria, « Brazil's Cooperation for Agriculture Development and Food Security in Africa », CHERU, Fantu et MODI, Renu, (dir), *Agricultural Development and Food Security in Africa: The Impact of Chinese, Indian and Brazilian Investments*, Londres, Zed Books, 2013, pp. 125-144.

Oderbrecht, « Nacala International Airport Inaugurated in Mozambique », Communication News, 14 janvier 2015, <https://www.odebrecht.com/en/communication/news/nacala-international-airport-inaugurated-mozambique> (consulté le 5 janvier 2018).

PEREIRA, Anthony W., « Bolsa Família and democracy in Brazil », *Third World Quarterly*, 2015, vol.36, no.9, p. 1682-1699.

PIERRI, M.F., « How Brazil's Agrarian Dynamics Shape Development Cooperation in Africa », *IDS Bulletin*, vol.4. no. 4, 2013, pp.-1-11.

ProSAVANA, « What is ProSavana », 2015, disponible à l'adresse suivante: <http://www.prosavana.gov.mz/index.php?p=pagina&id=27>. (page consultée le 15 novembre 2015).

RWG, « Nacala Corridor officially inaugurated », *Railway Gazette*, 16 mai 2017, <http://www.railwaygazette.com/news/freight/single-view/view/nacala-corridor-officially-inaugurated.html> (consulté le 22 juin 2017)

SANTANDER, Sebastian, *L'Afrique, un nouveau terrain de jeu des puissances émergentes*, Paris, Karthala, 2014, 319 p.

SANTANDER, Sebastian, « La coopération brésilienne avec l'Afrique », *Diploweb*, 1er avril 2011, disponible à l'adresse suivante : <https://www.diploweb.com/La-cooperation-bresilienne-avec-l.html> (consulté le 9 novembre 2014).

SANTANDER Sebastian (coord.), *L'émergence de nouvelles puissances : vers un système multipolaire ? : Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde, Mexique, Russie*, Paris, Ellipses, 2009, 249 p.

Secretaria Especial de Agricultura Familiar e do Desenvolvimento Agrário, « Mais Alimentos - Sobre o Programa », 2017, disponible à l'adresse suivante: <http://www.mda.gov.br/sitemda/secretaria/saf-mais/sobre-o-programa> (page consultée le 30 juin 2017).

Secretaria Especial de Agricultura Familiar e do Desenvolvimento Agrário, « Programa Mais Alimentos Internacional (PMAI) », 2017, disponible à l'adresse suivante : <http://www.mda.gov.br/sitemda/mais-alimentos-internacional> (page consultée le 28 juin 2017 ).

Scoones, Ian; Amanor, Kojo; Favareto, Arilson et Qi, Gubo, « A New Politics of Development Cooperation? Chinese and Brazilian Engagements in African Agriculture », *World Development*, 2016, vol.81, pp.1-12.

Shankland, Alex et Gonçalves Euclides, « Imagining Agricultural Development in South-South Cooperation: The Contestation and Transformation of ProSAVANA », *World Development*, 2016, vol. 81, pp.35-46.

SOS FAIM, « Agricultures familiales : au pluriel! », *Défis Sud*, n° 116, décembre 2013 - janvier 2014, disponible à l'adresse suivante :

<https://www.sosfaim.be/wp-content/uploads/sites/3/2014/08/defis-sud-agriculture-familiale-complet.pdf>, ( page consultée le 20 avril 2016).

STOLTE, Christiana, *Brazil's Africa Strategy*, New York, Palgrave Macmillan US, 2015, 220p.

THALER, Kai, «Brazil, Biofuels, and Food Security in Mozambique », in CHERU, Fantu et MODI, Renu, (dir), *Agricultural Development and Food Security in Africa: The Impact of Chinese, Indian and Brazilian Investments*, Londres, Zed Books, 2013, pp. 145-158.

United Nations Office for South South Cooperation, « What is South South Cooperation », disponible à l'adresse suivante: <http://ssc.undp.org/content/ssc/about/what-is-ssc.html> (page consultée le 15 septembre 2014).

VAZ, Alcides Costa, « International drivers of Brazilian agricultural cooperation in Africa in the post-2008 economic crisis », *Revista brasileira politica internacional*, 2015, vol.58, no.1, (en ligne) [http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S0034-73292015000100164](http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0034-73292015000100164) (consulté le 25 avril 2016).

WETZEL, Deborah, « Bolsa Família: Brazil's Quiet Revolution », *The World Bank - Opinion*, 4 novembre 2003, disponible à l'adresse suivante : <http://www.worldbank.org/en/news/opinion/2013/11/04/bolsa-familia-Brazil-quiet-revolution> (page consultée le 19 juin 2017).

Wintgens, Sophie, « Biotechnologies et coopération Sud-Sud : les défis liés aux OGM dans la politique brésilienne d'exportation de produits agricoles en Chine », *Études internationales*, 2013, vol. 44, no.4, p. 539-566.

ZACHARIE, Arnaud, « Coopération Sud-Sud et déclin du monopole occidental en matière de financement du développement ? Les pays émergents et l'UE en Afrique », in SANTANDER, Sebastian (dir.), *Puissances émergentes : un défi pour l'Europe ?*, Ellipses, Paris, 2012, pp

ZANELLA, Matheu Alves et MILHORANCE, Carolina, « Cerrado meets savannah, family farmers meet peasants: The political economy of Brazil's agricultural cooperation with -Mozambique», *Food Policy*, 2016, 58, pp.70-81.

## Direction

**Nora Nagels**, professeure  
Université du Québec à Montréal

**Julián Durazo Herrmann**, professeur  
Université du Québec à Montréal

## Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[À la liste de diffusion](#) 

## Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

### Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est  
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560  
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

### Adresse postale :

Université du Québec à Montréal  
Case postale 8888, succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Courriel : [ceim@uqam.ca](mailto:ceim@uqam.ca)  
Site web : [www.ceim.uqam.ca](http://www.ceim.uqam.ca)

## Observatoire des Amériques

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : [oda@uqam.ca](mailto:oda@uqam.ca)

Site web : [www.ameriques.uqam.ca](http://www.ameriques.uqam.ca)



## Rédaction

**Gabrielle W.Cusson**, Assistante- doctorante au  
Département de Science Politique, Center for  
International Relations Studies (CEFIR),  
Coordonatrice MOOC, Faculté de Droit, de Science  
Politique et de Criminologie, Université de Liège.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM).